

# L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source



## Carter à Versailles IL N'Y A PLUS DE ROI-SOLEIL !

Il fut un temps où le président des États-Unis n'avaient nul besoin de se déplacer : ses paroles étaient des ordres ! Ses arguments étaient le dollar, les canons et les bombes, ses ambassadeurs, banquiers et généraux ne souffraient pas de résistance.

Il faut combattre résolument ceux qui répandent des illusions sur l'une ou l'autre des deux superpuissances et travailler à développer les traditions de lutte anti-impérialiste de notre peuple.

Il faut combattre résolument ceux qui répandent des illusions sur l'une ou l'autre des deux superpuissances et travailler à développer les traditions de lutte anti-impérialiste de notre peuple.

Il faut combattre résolument ceux qui répandent des illusions sur l'une ou l'autre des deux superpuissances et travailler à développer les traditions de lutte anti-impérialiste de notre peuple.

Mais le tiers monde s'est dressé : dollars, canons et bombes ont reflué en déroute d'Indochine. Et les vaisseaux d'hier sont bien moins soumis, voire concurrents !

De plus, un autre loup a accumulé autant de canons et de bombes que lui, et, dans tous les coins du monde, les deux géants USA et URSS se disputent à présent l'hégémonie.

Non ! Les fastes de Versailles n'y feront rien ; il n'y a plus de roi soleil !

Pour Carter, comme d'ailleurs pour Giscard, ce nostalgique de l'empire français, ce n'est que le rêve d'un passé révolu. Qu'il soit grand ou supergrand, l'avenir n'appartient pas à l'impérialisme ; qu'il se pare du masque du socialisme (comme le social-impérialisme russe) ou de la démocratie qu'arbore Carter : nul ne saurait oublier que son pays arme, protège, après les avoir installés, des régimes de terreur aussi sanguinaires que ceux du Chili, d'Argentine, du Brésil, d'Iran et d'autres.

Les peuples de ces pays luttent contre la dictature terroriste, pour la révolution nationale démocratique et populaire qui établira le pouvoir des ouvriers et des paysans et balayera l'impérialisme et ses valets locaux.

Les représentants de l'impérialisme américain sont, aujourd'hui, largement discrédités aux yeux des peuples du monde.

### Pour l'emploi, contre les licenciements

## Usine occupée !

• Lothar /s (Paris)

Lothar/S : une entreprise qui marche bien ! Spécialisée dans la confection de luxe, elle fut fondée en 1970. Elle est passée du stade artisanal d'alors (quelques employés) à une dimension dont témoigne l'ampleur de ses exportations aux quatre coins du monde et un personnel qui atteint 195 personnes actuellement : une usine principale, boulevard Ney (130 personnes), un atelier à Clichy (10 personnes), un autre à la Garenne-Colombes (10 aussi, pour la teinture) et de nombreuses boutiques de vente : Paris, Saint-Tropez, Londres, Genève, Bruxelles, Munich, New York, et depuis quelques mois, Los Angeles.

Un très gros client : la centrale d'achat Ayda, à Tokyo, justifie, dans la luxueuse plaquette publicitaire, une traduction en japonais.

Sur quoi repose ce spectaculaire développement ? Sur l'exploitation forcée d'un personnel en grande majorité féminin (80 %) et immigré. Il y a peu, pour avoir de quoi vivre décemment, ces femmes travaillaient 9 h et plus par jour (jusqu'à 60 h par semaine). L'horaire a été ramené à 8 h par jour et le salaire est, maintenant, de l'ordre de 1 700 F en bas de l'échelle... qui ne monte guère plus haut, une prime de 200 F venant s'ajouter, à la tête du client !

A l'usine principale ac-



tuellement occupée, il n'y a pas de cantine, et la plupart des ouvrières mangent dans l'escalier. Il n'y a pas non plus de local pour le comité d'entreprise ou du moins c'est en même temps l'infirmerie.

La création de la section syndicale CGT et du comité d'entreprise remonte à 73, mais il est bien sûr plus facile d'ouvrir des boutiques aux quatre coins du monde qu'une cantine ou un local de réunion à Paris !

Quels problèmes ? Selon la direction, il y aurait, depuis septembre 1977, des difficultés : la crise, les intempéries (baisse des ventes de vêtements d'été), une

baisse de productivité des employés.

A cela les travailleurs répondent qu'il y a, certes crise, mais qu'elle ne touche guère la clientèle de la maison : plutôt le contraire !

Quant aux intempéries, elles n'ont pas touché le monde entier et pour ceux qui s'habillent chez Lothar/S, l'été n'est jamais qu'à l'état d'un vol de Boein.

D toute façon, l'ouverture de la boutique de Los Angeles, et les 300 millions de commandes rien qu'en décembre, (assumées pour un tiers seulement) s'inscrivent en faux contre tout cela.

### A L'OCCASION DU Xe ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE FRANCE

## MEETING

Organisé par  
l'Humanité Rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

A LA MUTUALITE

(Métro Maubert Mutualité)

- Le Xe anniversaire du PCMLF
- La campagne politique de 78
- Présentation des candidats marxistes-léninistes de la région parisienne

et ainsi se débarrasser d'ennuyeux problèmes de gestion et de personnel en gardant seulement moins de 50 ouvrières. Il y a d'autres hypothèses. Une chose est certaine, c'est qu'il y a là-dessous une affaire de profit et, de toute façon, rien de bon pour le personnel !

### LA LUTTE

Après une délégation massive (tous, sauf 4 !) auprès de la direction, le 27 décembre, pour avoir de plus amples explications, l'occupation est décidée (et effective), le 28, en assemblée générale, à l'unanimité, moins 6 cadres qui ont rejoint le siège de la maison, (à l'Opéra). Il y a du monde jour et nuit !

Un comité de grève est créé et d'autres comités pour animer l'occupation : confection de banderoles, nettoyage, tour de garde, distribution de tracts, etc. Un important stock est bloqué, ce qui a l'air de beaucoup gêner la direction : on la soupçonne de faire de la vente non comptabilisée dans ses boutiques (il n'y a pas de bilan précis du stock), ce qui peut permettre de récupérer pas mal d'argent... et faire apparaître un trou au bout du compte...

Paiement du mois de décembre, emploi garanti : (Suite page 4)

Et la baisse de productivité ? Un mauvais approvisionnement en matières premières a effectivement provoqué des pertes mais les travailleuses n'y sont pour rien !

Bref, cela ne tient pas debout ! Le moment choisi (la veille de Noël) pour annoncer un dépôt de bilan, qui, en fait, n'a pas encore eu lieu : cela sent plutôt le coup monté ! D'ailleurs, la direction a avoué que l'entreprise était viable !

Il semblerait plutôt que la direction veuille refiler la production ou une partie de la production à la sous-traitance (qui existe déjà)





Dès le 1er jour de l'année

## REPRESSION POLICIERE AU QUARTIER LATIN

Au métro Saint-Michel, dimanche 1er janvier vers minuit, les gens s'amusaient et faisaient de ce moment une fête de rencontres et d'amitié. Mais les CRS étaient là. Un gradé qui ne trouvait pas ces réjouissances à son goût, se mélangea à la foule pour faire respecter son autorité et sa volonté et fit de la provocation.

Son képi ayant volé en l'air, les CRS commencèrent aussitôt à se prodiguer en coups de matraques. Les gens ripostèrent en lançant des bouteilles vides en direction des cars de CRS. Ceux-ci sortirent alors leur matériel de combat et se mirent à agresser violemment tous les gens qui se trouvaient autour d'eux.

Même les gens qui se trouvaient à réveiller dans les restaurants des environs ont été chargés par les CRS. Un fasciste s'est joint à eux et ils se sont fait une joie de lui prêter un matériel nécessaire pour matraquer et tabasser le peuple. De nombreuses personnes sont alors allées se réfugier dans les bouches de métro. J'ai fait de même mais un CRS m'a foutu un coup de matraque en plein visage me fracturant le nez.

D'autres personnes ont été frappées avec la même rage et une personne âgée a même été matraquée sur tout le corps. Les immigrés qui se trouvaient là n'ont pas été épargnés bien sûr ! Je n'ai pu suivre plus longtemps cette répression et pour cause ! (nez cassé).

Voilà les soi-disant «protecteurs» du peuple que les municipalités de gauche comme de droite s'attachent à renforcer davantage tous les jours ! Les gens qui étaient présents ont pu se rendre compte de l'intensité et de la sauvagerie de la répression à laquelle ils peuvent se livrer, simplement parce qu'ils ne tolèrent pas que les gens se réunissent pour s'amuser, se détendre et se lier d'amitié. Ceci ne fait que renforcer mon désir de lutter contre le capitalisme. Et de ma plus forte voix, je crie :

**A BAS LA REPRESSION DE L'ÉTAT BOURGEOIS !**

**CRS: SS !**

Diviser enseignants et parents

## Voilà ce que voudrait Haby !

La réforme Haby a introduit dans les classes de 6e une discrimination entre élèves «doués» susceptibles de prendre de l'avance par des activités spéciales et élèves retardataires nécessitant des activités de «soutien».

De nombreux enseignants refusent de pratiquer cette discrimination qui tend à reconstituer et à renforcer les filières à partir de la 6e. «Je ne crois pas aux mesures autoritaires dans un domaine aussi délicat», a déclaré Haby, confronté à leur détermination. Par contre, il cherche à faire passer le soutien pour une «innovation très grande» qui irait dans l'intérêt des élèves et cherche à dresser les parents contre les enseignants. «Je compte beaucoup, a-t-il déclaré, sur les parents pour éventuellement, faire comprendre aux enseignants eux-mêmes tout l'intérêt qu'ils apportent au soutien». Mais face à la réforme Haby, parents, enfants et enseignants n'ont-ils pas intérêt à renforcer leurs liens et à unir leur lutte ? C'est là un obstacle sérieux aux manœuvres d'Haby.

### 3ème festival des travailleurs immigrés en France

#### GALA DIMANCHE 8 JANVIER

SALLE WAGRAM 14-22 H  
39, AVENUE WAGRAM  
75017 PARIS

Métro Charles de Gaulle-Étoile ou Ternes

Divers chanteurs et groupes folkloriques de nombreux pays participeront à ce gala. Citons notamment le groupe Femmes Djurdjura (Algérie), le groupe Moun' kika (Antilles), des groupes de Turquie, d'Amérique latine, etc. A 15 h, aura lieu une intervention concernant la conception de ce 3e festival des travailleurs immigrés et à 18 h, une autre intervention aura pour objet l'analyse de l'immigration.

Les vignettes de soutien donnant droit à l'entrée sont disponibles à Maison des Travailleurs immigrés - 46, rue de Montreuil, 75011 Paris - Tél : 628 00 01.

## ● USA

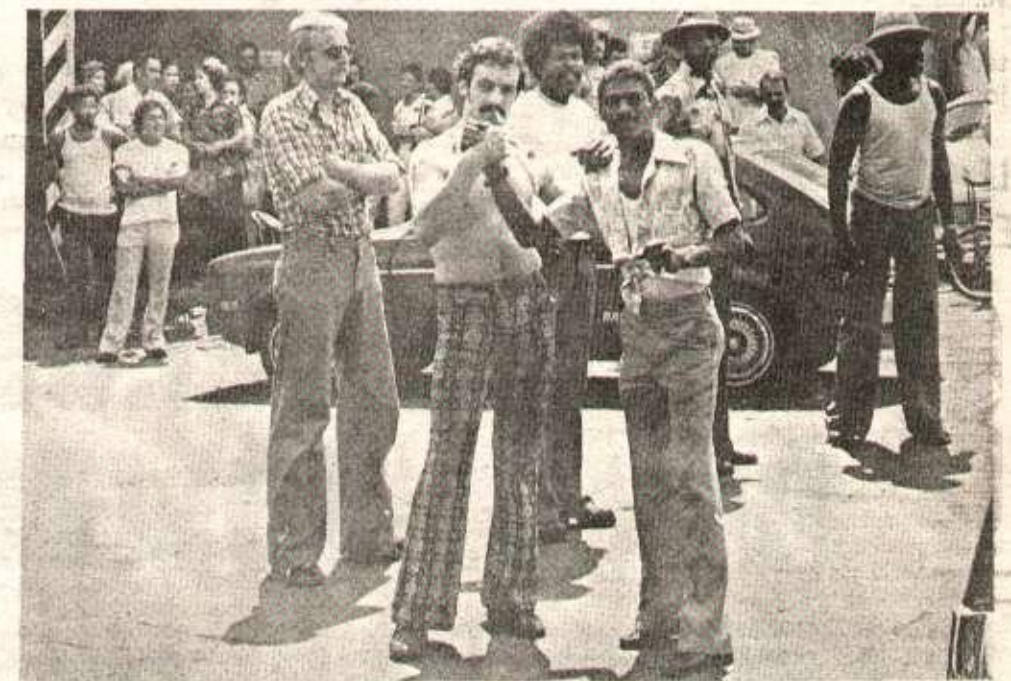
# LA CLASSE OUVRIERE A L'OFFENSIVE

Pendant que Carter joue les philosophes sages et vertueux de par le monde, la classe ouvrière américaine développe ses luttes contre ses exploités. 1977 aura été une année particulièrement riche à cet égard. Les statistiques du département du Travail américain ont enregistré 4 686 grèves pendant les trois derniers trimestres, entraînant 1 840 000 travailleurs.

Les mineurs de charbon, maintenant leurs glorieuses traditions de lutte, ont déclenché au cours de l'année pas moins de quatre grèves générales, dont la troisième, commencée le 20 juin, a duré dix semaines. Elle a atteint son sommet quand 85 000 mineurs ont débrayé.

Le 6 décembre, ils se retrouvaient 170 000 en lutte contre les conditions de travail inhumaines et pour de meilleurs salaires. Un millier de puits se sont ainsi retrouvés fermés.

En avril, 30 000 dockers des ports de la côte Est, organisaient leur plus grande grève depuis six ans pour imposer la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires. Le 1er octobre, une nouvelle grève entraînait 50 000 dockers de la côte Est et du golfe du Mexique et paralysait plus de 30 ports



Chicago, août 1977 : ouvriers blancs et noirs renforcent leur unité au cours de la grève de la Brach Brandy Company.

pendant deux mois.

L'été dernier, les ouvriers de «General Motors» de «Ford» et de «Chrysler» étaient en grève à leur tour contre «les conditions homicides de travail».

Ils étaient rejoints par plus de 20 000 métallos de 15 aciéries dans les États du Minnesota, du Michigan, de l'Ohio, effectuant leur première grande grève depuis 18 ans. Elle a duré quatre mois, et fut la plus longue dans l'histoire des grèves

de métallos américains.

Ces derniers temps, 10 000 autres métallos du Texas, de l'Indiana, et de Detroit se mettaient en grève à leur tour.

Le 4 octobre, 24 000 employés de la compagnie «Boieng» entraient en lutte pour la première fois depuis douze ans. A Lockheed, 20 000 ouvriers déclenchaient leur première grève d'envergure depuis 1962.

Des grèves impressionnantes étaient aussi lancées par 35 000 ouvriers de

la compagnie des téléphones de New York, 45 000 métallos et 500 000 ouvriers de la confection et du textile, 24 000 employés du Wisconsin et 23 000 ouvriers du bâtiment, du sucre et de l'hôtellerie dans le «paradis Hawaïen».

Ces luttes impressionnantes ont porté des coups très durs au capital monopolier américain. Pendant les trois premiers trimestres de 1977, plus de 26,7 millions

de journées de travail ont été perdues. La grève des dockers a été estimée comme l'une des causes essentielles du plus grand déficit commercial de l'histoire enregistré par les USA en octobre dernier.

Ces luttes dures et violentes ont aussi souvent trouvé sur leur chemin les leaders pourris des syndicats de collaboration de classes, rejetés par les travailleurs en lutte. Les grèves, sauvages pour la plupart, ont eu recours à de nouvelles formes d'organisations : comités de grève, quartier général de grève, piquets de grève, organisations de «contre-attaque», etc. qui ont renforcé la capacité de combat de la classe ouvrière américaine contre ses exploités.

## ● Vietnam-Cambodge

# Les réactions aux événements

La situation semble rester stationnaire dans le cadre du conflit qui oppose le Cambodge et le Vietnam.

Le premier secrétaire de l'ambassade du Vietnam à Pékin vient d'affirmer que des négociations étaient en cours entre les deux pays avant l'intensification des combats. Il a précisé que les diplomates vietnamiens en poste à Phnom Penh seraient maintenus jusqu'au 7 janvier. Il a également déclaré que la partie vietnamienne était prête «à prendre place immédiatement à la table de négociations avec le Kampuchéa, à n'importe quel niveau» pour régler la question des frontières.

Les autorités cambodgiennes rappellent qu'en ce qui les concerne, elles n'ont pas de revendications territoriales, qu'elles sont toutefois prêtes à négocier mais pas tant qu'il restera des troupes et des chars vietnamiens sur le sol du Cambodge, car on ne peut parler de «négociations fraternelles» possible dans une telle situation.

La République populaire de Corée, après avoir largement reproduit la position cambodgienne dans sa pres-

se, a également publié un communiqué vietnamien.

De son côté, le Laos lançait un appel «aux deux pays frères» à cesser les combats et à régler pacifiquement leurs différends.

A Phnom Penh, la radio a diffusé le 4 janvier une lettre de soutien du prince Sihanouk adressée à Pol Pot, secrétaire du Parti communiste du Kampuchéa, qui affirme notamment :

« Nous souhaitons que vous continuiez à conduire le peuple et la nation cambodgienne vers une grande prospérité, la justice et l'indépendance. »

A Paris, le comité des patriotes du Kampuchéa Démocratique en France a publié un communiqué : «dénonçant avec vigueur les actes d'agression, d'expansion et d'annexion du territoire du Kampuchéa par l'armée vietnamienne.» et rappellent :

« ... Depuis le 17 avril 1975, sous la juste direction du Parti Communiste du Kampuchéa, le peuple du Kampuchéa : a proclamé solennellement partout dans le monde, qu'il désire vivre en paix dans l'honneur et la dignité, en tant que maître de

son pays et édifier une société nouvelle conforme à ses aspirations propres. Après avoir chassé l'impérialisme américain agresseur et ses valets le 17 avril 1975 définitivement de sa patrie, le peuple du Kampuchéa tout entier s'est mis de toutes ses forces à édifier son pays. En un temps record, le niveau de vie de notre peuple s'est rapidement amélioré. Basé sur le principe d'avoir confiance en soi et de compter sur ses propres forces, le peuple du Kampuchéa édifie une nouvelle société conforme à ses aspirations.

Le développement rapide, par bonds prodigieux, de tous les domaines, idéologique, politique, organisationnel et économique est le résultat probant de la justesse de la ligne choisie par notre peuple. Il est vrai que ceci n'est pas du goût de certains de voir un redressement rapide de la société socialiste du Kampuchéa démocratique.

Gentilly, le 3 janvier 1978  
Le Comité des Patriotes du Kampuchéa Démocratique en France.

### LE PEUPLE DE TURQUIE FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES



Cette brochure est toujours disponible. Prix 5 F. Commandez-la et libellez vos chèques à APN Éditions BP 279 75886 - Paris - Cedex - 18





**SOUSCRIPTION**

En ces périodes de fête, nous recevons tous les visiteurs des «éboueurs», des facteurs, des pompiers qui viennent vendre leur calendrier pour la nouvelle année. Nous avons profité de la visite de notre facteur pour lui parler de notre calendrier et du pourquoi nous le vendions. Nous lui avons fait connaître la cause que nous défendons... et nous lui avons vendu un calendrier.

Camarades... profitons de tous les instants pour faire connaître notre ligne et le journal que nous diffusons.

Des camarades de Rennes.

**LE CALENDRIER 1978 EST TOUJOURS DISPONIBLE**



**PRIX 10F**

Passez vos commandes à L'Humanité rouge

**Abonnement spécial 8 pages**

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, L'Humanité rouge paraîtra sur 8 pages tous les jours à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	pli ouvert	pli fermé
Quotidien seul		
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

**Abonnez-vous Abonnez vos amis**

**Valence Pour gagner des voix, PCF et RPR manifestent contre le PS**

A Valence, dont la municipalité est tenue par le PS depuis les dernières élections municipales, rien de va plus.

La municipalité vient d'annoncer la création d'une «agence d'études urbaines» pour réaliser des travaux d'urbanisme. Se sentant menacés dans leur emploi, les communaux (près des mille à Valence) se mobiliseront aussitôt et à l'appel des sections syndicales arriveront nombreux derrière une banderole pour assister à la séance publique du conseil municipal où devait être prise la décision, et manifester leur détermination.

Quelle ne fut pas la surprise de ces travailleurs, (qui s'inquiètent à juste titre de leur emploi) en voyant se rallier, sous la banderole, l'ancien maire RPR Ribadeau Dumas qui est aussi député de Valence

et qui, tout à coup, semble bien préoccupé par le sort des travailleurs. Il est vrai que nous sommes à quelques semaines des élections. Étaient présents aussi sous la banderole : des responsables du PCF préoccupés eux, de se démancher du PS. Ces politiciens bourgeois ne sont pas préoccupés par l'emploi des travailleurs mais uniquement par les élections et la place de député.

Que les responsables du PCF et du RPR «manifestent» côte à côte contre le PS, on aura tout vu ! Mais au fond est-ce aussi étonnant que cela ?

A côté de cela, ces messieurs se sont quand même remis d'accord pour augmenter le tarif des parcmètres et pour ajouter ces attrapes-sous là où il n'y en avait pas encore. Mais tout cela c'est dans l'intérêt des travailleurs, nous diront-ils !

Correspondant Valence.

**LE DOSSIER POLITIQUE DE CE WEEK-END : DEFENSE NATIONALE ET UNION DE LA GAUCHE**

**Convention nationale du PS sur la défense nationale**

**«ET SI JAMAIS L'URSS...»**

«On parle beaucoup d'un danger de «Blitzkrieg» de la part du pacte de Varsovie», cette phrase est extraite de l'éditorial du No 273 de l'«Unité», organe central du PS. Ce numéro était consacré à la préparation de la convention nationale que tiendra ce week-end le Parti socialiste sur la question de la Défense nationale. Au-delà de la simple question faut-il «maintenir ou non l'arme atomique française», c'est bien la question du rôle belliciste de l'URSS dans le monde qui divise les partenaires de la gauche.

La position du PCF et celle du PS sur la Défense nationale tournent essentiellement autour de l'arme atomique. Les deux partis ont à plusieurs reprises précisé ou même changé leur position sur ce point.

«non-conforme au Programme commun», etc.

Quel est le point de divergence ? L'URSS.

Le point de divergence est : quelle est la nature de l'URSS, l'URSS prépare-t-elle la guerre ? Vers qui

De 1972 à 1977

Le PS, notamment par la bouche de Henu, son spécialiste militaire, s'est toujours montré plutôt favorable à la maintenance de l'arme atomique française. Mais lors de la signature du Programme commun de 1972, le poids du PS était très faible par rapport à celui du PCF et le PCF était alors pour la suppression sans condition de l'arme nucléaire française.

Le programme de 1972 déclare alors : «Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique... arrêt immédiat de la fabrication... reconversion pacifique».

Les choses restent sensiblement ainsi jusqu'au coup de théâtre-bidon de Jean Kanapa, devant le Comité central du PCF, le 11 mai 1977 : le Comité central se déclare pour le maintien (on dit : la maintenance...) de l'arme nucléaire française.

Lors de la renégociation du Programme commun, au printemps et à l'été de 1977, les négociations des trois partis de gauche s'accroissent sur les quatre points suivants :

- l'objectif à terme reste la renonciation à l'arme nucléaire.

- le gouvernement de gauche luttera pour le désarmement général.

- MAIS en attendant, l'armement nucléaire français sera maintenu en état.

- la décision finale doit appartenir aux Français.

Apparemment, ce texte a de quoi satisfaire le PS, toujours gros partisan de la maintenance, et le PCF, puisque le maintien de la force de frappe en l'état tant que l'on n'aboutit pas à un désarmement mondial est l'idée centrale du rapport de Kanapa.

Or, cette question est un des points de rupture de la gauche en septembre et aujourd'hui les dirigeants du PCF qualifient la politique de défense du PS de «giscardienne», «atlantiste»

Il en ressort du même coup deux conceptions de la Défense nationale. Le PS se déclare pour le maintien de la France dans l'Alliance atlantique (avec les USA) en disant qu'une puissance moyenne comme la France ne peut seule, faire face à ce danger que fait courir la rivalité soviéto-américaine. Le PCF crie «à l'atlantisme» il accuse Mitterrand de suivre en cela une politique «giscardienne».

De même, le PS (discrètement il est vrai) attire l'attention sur l'éclatement possible d'un conflit en Europe centrale, sur le territoire par exemple des deux Allemagnes et il pencherait vers une défense plutôt

tent, à l'origine, d'une constatation minimale juste : la menace vient des deux superpuissances, les USA et l'URSS.

Cela ne veut pas dire, bien au contraire, que le parti de Mitterrand en tire les conclusions tout aussi minimales qui s'imposent. Par exemple, nous dénonçons fermement tout le langage (comme d'ailleurs à la gauche et à la droite) sur la «détente», l'éloge des bienfaits des rencontres au sommet entre les USA et l'URSS (accords SALT, etc.). Il faut être clair ; mais lorsque le PS analyse la rivalité entre les deux grands comme un facteur «de déséquilibre constant de la terreur», et que par ailleurs, il applaudit à la «détente» il y a là contradiction. Les faits nous le prouvent : il n'y a pas de «détente», des rencontres entre les USA et l'URSS il ne ressort aucun apaisement.

Quant au PCF, outre ses grands airs pacifistes bêtards, quand par la bouche de Kanapa, il parle de «désarmement général» et bien sûr de l'éternelle «détente», la polémique qui l'oppose au PS sur cette question, confirme, si besoin est, que les dirigeants de ce parti restent les fidèles alliés et amis de Moscou : ils nient avec vigueur le caractère belliciste de l'URSS et font tout pour tourner l'attention de notre peuple vers autre chose, vers par exemple, cet hypothétique «danger de guerre» qui viendrait d'on ne sait quel «revanchisme allemand» !

Le danger de guerre vient aujourd'hui d'un peu au-delà de la trop fameuse ligne bleue des Vosges, elle vient de l'URSS dans sa rivalité avec les USA. Et face à ce danger, nous ne faisons aucune confiance à Mitterrand ou Marchais, pas plus qu'à Giscard ou n'importe qui. Nous ne faisons confiance qu'à nous-mêmes, en la capacité de résistance de notre peuple et à son attachement à l'indépendance nationale.



Dessin extrait de l'Unité, organe central du PS : l'aigle américain et l'ours soviétique dans leur course aux armements. Mais au-delà de cette constatation, (d'ailleurs simple à faire), les dirigeants du PS nous appellent à placer notre confiance dans les discussions au sommet entre des deux superpuissances ou dans une soi-disant «détente» qui n'existe nulle part. Cette apologie d'une «détente», que personne ne peut nous montrer, est un point commun à tous les partis de droite et de gauche, qui pour des raisons diverses, capitulent devant le danger de guerre que fait courir au monde la rivalité soviéto-américaine.

faut-il tourner la défense nationale ?

Dans «Le Monde» du 14 décembre, Mitterrand déclarait : «Toute réflexion à ce sujet (la défense) doit partir d'une analyse des menaces, sujet tabou bien à tort. Pour parler clair, les puissances moyennes ne menacent guère notre pays, si ce n'est dans les fantasmes de quelques esprits, tandis que l'une et l'autre des superpuissances peuvent nous anéantir, surtout si l'on sait que l'impérialisme a diversifié ses moyens».

En termes clairs : les dirigeants du PCF, dit Mitterrand, ont tort de crier au danger d'une agression venant de l'Allemagne de l'Ouest par exemple, le danger vient des deux superpuissances : USA et URSS.

Voilà ce que ne peuvent accepter Marchais et Kanapa, pour qui une agression soviétique est une éventualité «absurde».

tournée dans cette direction. Le PCF en reste à la défense dite «tous azimuts», puisque, prétend-il, le danger vient de partout et de nulle part, mais de toute façon pas de l'URSS.

**AUCUNE CONFIANCE**

Les positions du PS par-

**LE BIMENSUEL No22**

**EST PARU**

Avec comme articles principaux : les élections législatives à Lorient, un témoignage sur la Pologne au quotidien et une analyse des films de Charlie Chaplin.





## Qu'en est-il de l'indépendance de la CGT ?

Il en est des protestations d'indépendance du secrétaire général de la CGT, comme de ses appels à développer les luttes : ce ne sont que des mots. Les « pas de répit pour l'action » tonitruants n'étant que la feuille de vigne qui cache de plus en plus mal une activité bien réelle de sabotage des luttes, comme en témoigne aujourd'hui la position de la fédération CGT s'opposant à la poursuite de la grève des électriciens et gaziers.

De même, quand Séguéy et les siens entonnent l'air de la calomnie pour dénoncer ceux qui parlent de soumission de la CGT par le PCF : ils chantent faux.

C'est que la CGT est le principal instrument de diffusion et d'application de la ligne et de la politique du PCF dans les entreprises, dans la classe ouvrière.

Réaffirmer haut et fort l'indépendance de la CGT par rapport aux partis (c'est à dire au PCF) était indispensable au moment où, à l'occasion des querelles ouvertes entre PCF et PS, un grand nombre de travailleurs prenaient conscience de la nature bourgeoise de ces deux partis, prenaient conscience du fait qu'un gouvernement de gauche ce serait toujours l'austérité et le chômage.

Mais dès cette époque, (celle de la rupture PC-PS) certains éléments révi-

sionnistes de la CGT prenaient des initiatives tapageuses contre le PS accusé de trahir. C'étaient notamment les manifestations devant le siège du PS. Manifestations inopportunes qui s'inscrivaient en faux contre la thèse de l'indépendance. Depuis les contradictions entre PC et PS et leurs prolongements au sein de la CGT n'ont fait qu'illustrer de façon éclatante cette domination du PCF sur la CGT.

Ce sont cinq responsables CGT de la Loire-Atlantique membres du PS qui élèvent une protestation publique contre la position prise par la CGT sur le Programme commun.

Ce sont aussi les voix dissonnantes qui se font entendre à la commission exécutive de la CGT elle-même : celles de Germon et Carassus respectivement rédacteur en chef du Peuple et représentant du l'UD de Paris, tous deux membres du PS.

Ils protestent contre le contenu de la campagne « pour que vive le Programme commun » dans laquelle la CGT aligne sa position sur celle du PCF en particulier sur la question des nationalisations et de la gestion démocratique.

Le compte rendu fait par Séguéy de la série de rencontres entre CGT et partis de gauche n'ayant fait que confirmer cet alignement total, sur le PCF, les remous au sein de la CGT se sont

amplifiés.

Le dernier « événement », étant la démission de Pastre, président du syndicat des personnels pénitentiaires, de son poste de membre de la commission exécutive de l'Union des fédérations de fonctionnaires. Lequel, Pastre, est par ailleurs radical de gauche.

Bref, tous ces gens là qui s'entendaient fort bien pour la « collaboration de classe » se divisent aujourd'hui parce que les dirigeants CGT « ont repris pratiquement à leur compte les arguments et l'analyse du PCF, ce qui enlève tout crédibilité à une réelle confrontation des points de vue au sein de la CGT ».

Bien sûr, l'absence de démocratie au sein de la CGT et la domination de ce syndicat par l'appareil PCF ne constitue pas une révélation pour tous ceux qui y défendent les positions de classe du prolétariat et qui bien souvent en ont été exclus pour cette raison.

Pour autant, ces contradictions qui apparaissent au plus haut niveau de la confédération entre les tenants des différents partis de gauche, nous intéressent car elles contribuent à mettre les révisionnistes en difficulté. Il faut intensifier la lutte pour un mouvement syndical indépendant des partis bourgeois, indépendant du PS et du PCF.

• Chenôve (banlieue de Dijon)

## GREVE AU SUPERMARCHÉ MAMMOUTH



Grève à l'appel du syndicat CGT vendredi 30 et samedi 31 décembre (reprise du travail lundi 2 janvier). 100 personnes sur 337 employés. Surtout les caissières (80 %) et employés aux produits frais (95 %).

Revendications : les salaires : 75 % du personnel gagne mois de 2 000 F par mois. Une caissière avec deux ans d'ancienneté a un salaire net de 1 895,86 F. Les grévistes demandent l'alignement sur les salaires de Carrefour (autre supermarché à Quétigny, banlieue de Dijon).

Le magasin est resté ouvert, Mammouth ayant fait venir du personnel des succursales de Lons-le-Saulnier et de Besançon. Les étudiants intérimaires (dont des immigrés) se sont joints aux grévistes.

Mammouth fait partie du groupe CEDIS (à peu près 700 magasins dans l'Est : Mammouth, Suma, Mageco).

## LES LAVING - GLACES FETENT LEUR VICTOIRE



Environ 130 personnes étaient présentes au réveillon organisé par le comité de soutien et les ex-grévistes de Laving Glace. Le vendredi 13 janvier, aura lieu le gala de la victoire avec Gilles Servat.

## Comment sont recrutés les truands du patronat

A Marseille et dans la région, deux journaux locaux ont fait paraître, durant deux jours, l'annonce suivante : « Société recherche ex-commandos, parachutistes ou formation similaire, 25 ans minimum, situation stable et évolutive pour « accrocheurs ». Se présenter : SCOP, 16, rue St-Savournin, 13001 Marseille, le lundi 2 janvier, à partir de 9 heures ».

Un Marseillais s'est rendu à l'adresse et à la date indiquée. Après avoir rempli un questionnaire, il a été reçu par le directeur de cette société spécialisée dans ce qu'on appelle le gardiennage et le convoyage de fonds. Le directeur annonce que le recrutement est « sévère » et que l'emploi exige une « formation solide ». « Nos activités, dit-il, sont des affaires, des missions. Vous ferez donc des stages d'entraînement très sérieux. Entraînement physique, de combat, de tir, formation élémentaire en criminologie... »

Parmi ses clients, le directeur de la SCOP (c'est le nom de la société de gardiennage) cite Dassault et ajoute : « Il s'agit de surveiller l'entrée de l'entreprise, de contrôler les identités, etc. Dans les moments de pagaille, il y a des tâches un peu différentes... Oui, il faut s'attendre à des tâches spéciales, contre les piquets de grève, par exemple. Dassault est d'ailleurs une des rares entreprises qui a réussi grâce à des services comme les nôtres, à éliminer les semeurs de bordel qui fichent la pagaille dans l'entreprise. Mais là, il faut répondre à deux critères précis : n'avoir jamais été communiste et avoir de la tenue, c'est à dire pas de cheveux longs, etc. De toute façon, rassurez-vous, nous allons faire une enquête très poussée sur vous, votre famille, votre entourage, vos activités. Nous travaillons d'ailleurs en étroite collaboration avec les renseignements généraux... »

Le directeur précise ensuite : « Attention aux armes ! Vous en emportez une, mais vous ne devez pas vous en servir. Même dans les cas extrêmes, nous vous montrerons comment, avec un simple bâton, on peut faire beaucoup de choses. »

Voilà donc comment par l'intermédiaire, entre autres de sociétés de gardiennage, le patronat recrute ses milices et ses truands.

(Suite de la page une)

telles sont, en tout cas, les exigences des travailleurs pour lesquelles ils luttent avec une détermination qui ne connaît pas le moindre fléchissement, au contraire !

### LA SOLIDARITÉ

Pour leur première lutte, les travailleurs ont aussitôt bénéficié d'un large soutien, tant au niveau syndical qu'au niveau des habi-

tants et travailleurs du quartier : 2 000 F environ leur sont déjà parvenus.

Des liens ont été noués avec les entreprises voisines : ils ont permis des échanges d'expérience sur la lutte, les conditions de travail, ce qui jette les bases d'une solidarité mutuelle dans les luttes à venir.

Ils peuvent maintenant prendre leur repas à la cantine voisine des NMPP.

La direction a demandé l'expulsion des occupants

en référé devant le tribunal de Commerce qui a désigné, jeudi, un médiateur.

Il faut donc suivre de près l'évolution de la situation. Une chose est certaine : si la direction comptait faire son coup en douce, pendant la soi-disant trêve des confiseurs, c'est raté ! Les travailleurs ne l'ont pas entendu de cette oreille ! S'ils tiennent bien en main leur lutte, s'ils restent bien unis et s'appuient sur une large solidarité, ils l'emporteront !

## • Schwartz-Haumont (Nord)

Le bassin de la Sambre et de l'Avesnois est durement touché par la crise capitaliste : on y compte actuellement plus de 11 000 chômeurs. A l'entreprise Schwartz, à Haumont, depuis plusieurs mois, les patrons procédaient à des réductions d'effectifs et d'horaires.

Le 29 novembre dernier, la direction déposait le bilan : le règlement judiciaire était prononcé : la liquidation entraîne 2 500 licenciements en France dont 230 à l'usine d'Haumont. Le 13 décembre, les travailleurs organisent une manifestation combative ; le 27, la direction envoie 189 lettres de licenciement. Les travailleurs décident alors de durcir le mouvement, et le 3 janvier, en assemblée générale, ils se prononcent à 80 % en faveur de l'occupation de l'usine. Cette occupation a pris effet dès le lendemain.

